

ACTUALITÉ

Page 2

■ **En bref**

DOCTRINE

Page 3

■ **Constitutionnel**

Florence Chaltiel

**Droit au recours et obligation
de quitter le territoire français**

CULTURE

Page 16

■ **Bibliographie**

Céline Slobodansky

Le petit monde d'Erica Falck

DOCTRINE Constitutionnel

Droit au recours et obligation de quitter le territoire français ^{137t7}

(À propos de la décision du Conseil constitutionnel du 1^{er} juin 2018)

Florence CHALTIEL, professeure de droit public, IEP Grenoble

La question du droit au recours est essentielle à la protection des droits fondamentaux. Depuis le célèbre arrêt *Dame Lamotte*, le droit français s'est enrichi du bloc de constitutionnalité mais aussi de l'appartenance française à la convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Appliquée aux obligations de quitter le territoire français, la question revêt une acuité particulière quant à son effectivité. Par une réponse à une question prioritaire de constitutionnalité, le Conseil constitutionnel conclut à une censure partielle de la loi faute de prévoir des délais suffisants pour l'exercice du droit au recours.

Une nouvelle démonstration de la pertinence d'un contrôle de constitutionnalité des lois *a posteriori* vient d'être apportée par la décision du Conseil constitutionnel en date du 1^{er} juin 2018. La question posée est relative à la conformité aux droits et libertés que la constitution garantit du paragraphe IV de l'article L. 512-1 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA), dans sa rédaction résultant de la loi n° 2016-274 du 7 mars 2016 relative au droit des étrangers en France.

C'est à une non-conformité partielle, sans modulation dans le temps des effets de sa décision, que le juge constitutionnel statue. Ce dernier avait été saisi par le Conseil d'État qui avait estimé que la demande, qui portait sur des questions de délai de recours d'un étranger, placé en détention et faisant l'objet d'une obligation de quitter le territoire français, eu égard à la brièveté du délai de recours et aux contraintes résultant de la détention, posait une question qui présente un caractère sérieux.

KIOSQUE
Lextenso

Votre revue OFFERTE
sur tous vos écrans

Suite en p. 3

Édition quotidienne des Journaux Judiciaires Associés

petites-affiches.com

Petites **a**ffiches

annonces@petites-affiches.com
Tour Montparnasse 33, avenue du Maine - 75015 Paris
Tél. : 01 42 61 56 14

gazettedupalais.com

 **Gazette du Palais**

annonceslegales@gazette-du-palais.com
12, place Dauphine - 75001 Paris
Tél. : 01 44 32 01 50

le-quotidien-juridique.com

Le
Quotidien
Juridique

annonces@le-quotidien-juridique.com
12, rue de la Chaussée d'Antin - 75009 Paris
Tél. : 01 49 49 06 49

lalo.com

La Loi
ARCHIVES COMMERCIALES DE LA FRANCE

loiannonce@lalo.com
Tour Montparnasse 33, avenue du Maine - 75015 Paris
Tél. : 01 42 34 52 34